

La Dimanche
Hochain-Tourcoing
Abonnements...

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVÉ ALFRED REBOUX

Table with columns: Nord de l'Est, Nord du Nord, Nord du Sud, Nord de l'Ouest, Nord de l'Est, Nord du Nord, Nord du Sud, Nord de l'Ouest. Includes rates for subscriptions and advertisements.

REDACTION ANNONCES

ROUBAIX TOURCOING
LILLE
MOUScron

COMMUNES
ROUBAIX

LE CONSEIL DES MINISTRES A DELIBERE HIER SUR UN PREMIER "TRAIN" D'ECONOMIES QUI SE CHIFFRERAIT A 2.585 MILLIONS

Les décrets-lois qui les fixeront ne seront signés qu'au début de la semaine prochaine

Paris, 29 mars. — Les ministres se sont réunis en Conseil, ce matin, à 9 h. 30, à l'Élysée, sous la présidence de M. Albert Lebrun, président de la République.
POUR RESOUDRE LE DEFICIT BUDGETAIRE
La veille, le Conseil de Cabinet avait, on le sait, entendu M. Germain-Martin, ministre des Finances, sur les mesures destinées à résoudre le déficit budgétaire et qui feront l'objet de la première partie des prochains décrets-lois. L'accord complet s'est affirmé sur les principes et modalités de ces mesures établies en fonction d'un programme de relèvement de l'économie nationale.

COMMENT SERONT REALISEES LES ECONOMIES

Finalment, le Conseil fut d'accord sur les principes suivants : 500 millions seront demandés aux traités de commerce et aux pensions d'ancienneté. On s'orienta à ce sujet vers un abaissement du maximum de ces pensions de 45.000 à 35.000 francs. 700 millions ont été entendus d'une réduction de 10 % du nombre des fonctionnaires. Réduction prévue sur l'ensemble et non par service. 520 millions sont économisés par un prélèvement sur les traitements de fonctionnaires, de 5 à 10 %, sans abatement ni exécution à la base. Ce prélèvement se substitue aux précédents.

Le nouveau plan d'outillage national

Paris, 29 mars. — Il semble qu'au cours de l'entretien qu'il a eu, jeudi matin, avec MM. Gaston Doumergue et Germain-Martin, M. Adrien Marquet, ministre du Travail, ait réussi à rallier ses collègues à ses conceptions, au sujet de la mise en œuvre d'un vaste plan d'outillage national financé par les disponibilités des caisses d'assurances sociales.
Il est probable que c'est au Conseil des ministres de mercredi que seront arrêtées les mesures qui permettront de faire passer le projet de M. Marquet dans le domaine des réalisations. Quant à la question de la garantie des assurances sociales qui a semblé un moment mettre en opposition MM. Marquet et Germain-Martin, il a été décidé qu'elle serait provisoirement réservée.

LETTRE DE BRUXELLES L'ANGOISSANTE SITUATION DES CHARBONNAGES

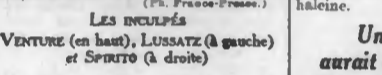
De notre correspondant particulier
BRUXELLES, 29 MARS.
Le parti socialiste a accepté, pour ne pas tomber dans la banqueroute, les propositions que le Gouvernement a mises pour garantir les 150 millions que la Caisse d'épargne va lui prêter.
Les socialistes s'efforcent de voler ce qu'il y a d'humiliant pour eux d'être saisis par ceux-là même dont ils ne cessent de proclamer la nécessité et l'impéiosité. Mais la vérité est là.

Tient-on les assassins du conseiller Prince ?

Après vingt-quatre heures d'interrogatoire, trois individus ont été arrêtés, deux à Paris et un autre à Marseille : Gaetan d' Lussatz, Paul Venture et Spirito

ILS SONT INCULPÉS D'ASSASSINAT, DE VOL ET DE COMPLICITÉ

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)
PARIS, 29 MARS (Midi).
La triple arrestation opérée jeudi matin dissiperait-elle la lourde impression de malaise qui plane sur le public depuis que la justice recherche en vain les assassins du conseiller Prince ? On voudrait l'espérer, mais dans l'incertitude où l'on est encore de ces responsables.



LES INCULPÉS
VENTURE (en haut), LUSSATZ (à gauche) et SPIRITO (à droite)

L'enquête de l'inspecteur Bony

L'inspecteur Bony, chargé d'enquêter sur le meurtre de l'inspecteur Prince, avait déposé mardi, un rapport contenant le résultat de ses investigations.

Une dénonciation aurait déclenché l'affaire

Des renseignements assez incomplets, permettant d'établir toutefois que, il y a trois semaines, c'est une dénonciation parvenue à l'inspecteur principal Bony, qui a déclenché toute l'affaire.

Les perquisitions chez de Lussatz et Carbone

Après leur sortie de la Sûreté réformée, les deux inculpés parisiens dans l'affaire Prince, de Lussatz et Carbone, ont été amenés, dans des taxis qui roulaient à toute allure, au Palais de Justice. Ils n'ont fait qu'une très brève station dans le cabinet de M. Lapeyre, juge d'instruction, saisi d'une commission rogatoire du Parquet de Dijon.

M. CH. BADIN commissaire de la police judiciaire

La vérification de alibis des inculpés
Paris, 29 mars. — Les perquisitions réalisées à certains points des alibis fournis par Carbone et de Lussatz. Le passeport saisi sur de Lussatz a été trouvé dans un hôtel de la rue de Valenciennes, où il a été trouvé par le lieutenant de Carbone. C'est un gars très râblé, le visage hâlé et dur, les sourcils froncés. Avant les photographes et avant que les inspecteurs aient eu la possibilité de le retenir, il se jette sur le groupe et donne un coup de poing très violent à l'un des photographes d'un journal du matin, qui culbute sous le choc.

pur pour porter du service dontant, une rue parallèle à l'avenue. Peut-être s'était produit rue de l'Échelle. Carbone, d'ailleurs, dans le véhicule qui le reconduisait au Parquet, continuait à donner les signes les plus violents de sa mauvaise humeur. Cela devait permettre à l'inspecteur principal Bony, interrogé sur les résultats des deux perquisitions, de ne répondre que de la façon la plus évasive : « Ça nous a permis de jurer, au moins, que Carbone sait donner à la calibane ». A l'issue de ces perquisitions, les magistrats sont rentrés au Palais de Justice. On croit savoir que ces perquisitions n'ont pas donné de résultats.

M. LÉPILLY

M. Lépilly a été vu jeudi après-midi, la visite de M. de Lussatz, cette jeune femme qui, à plusieurs reprises, a apporté des témoignages dans l'affaire Prince à la Sûreté générale et notamment au sujet de l'individu suspect que le conseiller aurait rencontré à la gare de Lyon. L'individu qui prit le train pour Dijon. Devent le magistrat, elle a affirmé que cet individu s'appelle Georges Halmaut, dit Jo-la-Terreur.

LE JEUDI-SAINT

Premier jour du sublime triduum préparatoire de la fête de Pâques, le Jeudi-Saint commémore l'institution de la Sainte Eucharistie.
Pour célébrer dignement ce rappel touchant du grand mystère d'amour, le fidèle se rassemble en grand nombre hier matin sur belles cérémonies au symbolisme si éloquent qui se sont déroulées dans les églises ; puis durant toute la journée ils ont défilé devant les reposes.

Une information est ouverte contre M. Georges Petit

Paris, 29 mars. — On déclare au Ministère du Travail qu'à la suite de la transmission au garde des Sceaux du dossier concernant la gestion de l'ancien président du Conseil d'Administration de l'Union des Sociétés de secours mutuels du Nord, le Parquet a décidé l'ouverture d'une information contre M. Georges Petit.

Une interpellation de M. Vallat sur l'action de la franc-maçonnerie

Paris, 29 mars. — M. Xavier Vallat a déposé une demande d'interpellation, au Ministère de l'Intérieur, sur l'organisation de la franc-maçonnerie, en France et sur les raisons qui y auraient pu donner naissance. Le projet d'interpellation est émis comme s'étant opposé à l'intérêt national et au libre cours de la justice.

LE PREMIER VOL D'UN AVION GÉANT

Cet avion, construit spécialement pour l'Atlantique anglaise, contient, outre l'équipage, 39 passagers.

LA CONTRE-AUTOPSIE DE STAVISKY CONCLUT AU SUICIDE

Paris, 29 mars. — A l'issue de la contre-autopsie de Stavisky, le contre-autopsiste a déclaré que l'homme n'avait subi aucune contestation possible de la part de nos services médicaux. Les constatations effectuées par le docteur Cambodieux, désigné avec ses confrères, les docteurs Gout, Leculier et Flé, députés, par la Commission parlementaire d'enquête, pour l'emploi de son temps aux environs du

Une coutume provençale

À Arles, chaque année, à l'issue du marché des sonnelles, Bergers et paysans choisissent les chèvres pour leur transport.